



europe.maregionsud.fr



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

# PROGRAMME OPÉRATIONNEL INTERREGIONAL **DU MASSIF DES ALPES**

PLAN D'ÉVALUATION (Version 3)

Proposé à la validation

Comité de Suivi du 25 juin 2019

2014 - 2020



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## SOMMAIRE

<b>I – CADRE DU PLAN D'ÉVALUATION</b>	<b>3</b>
<b>A. EXIGENCES REGLEMENTAIRES</b>	<b>3</b>
<b>B. PERIMETRE ET OBJECTIFS DU PLAN D'ÉVALUATION</b>	<b>4</b>
<b>II – CONTEXTE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION</b>	<b>6</b>
<b>A. RESPONSABILITES AU SEIN DE L'INSTITUTION REGIONALE ET IMPLICATION DES PARTENAIRES</b>	<b>6</b>
1. ORGANISATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION	6
2. CADRE PARTENARIAL	7
<b>B. ORGANISATION DU SYSTEME DE SUIVI</b>	<b>9</b>
<b>C. SOURCES D'EXPERTISE ET REFERENTIEL QUALITE DES ÉVALUATIONS</b>	<b>10</b>
1. SOURCES D'EXPERTISE	10
2. QUALITE DES EVALUATIONS	10
<b>D. OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION</b>	<b>10</b>
1. PLAN DE FORMATION DU SCPR A L'EVALUATION	10
2. MUTUALISATIONS ENVISAGEES	11
<b>E. STRATEGIE POUR ASSURER L'UTILISATION ET LA DIFFUSION DES RESULTATS DES ÉVALUATIONS</b>	<b>11</b>
<b>III – PROGRAMME D'EVALUATION</b>	<b>12</b>
<b>A. OBJECTIFS, STRATEGIE, ET ORGANISATION DU PROGRAMME D'ÉVALUATION</b>	<b>12</b>
1. LA PREMIERE PERIODE (2016-2018) S'ORGANISE AUTOUR DE DEUX PRIORITES :	12
2. LA SECONDE PERIODE (2019-2022) EST CONSACREE AUX EVALUATIONS THEMATIQUES D'IMPACT.	14
<b>B. FICHES DETAILLES DES EVALUATIONS PLANIFIEES</b>	<b>16</b>
1. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2016 – 2018 : L'ÉVALUATION DE MISE EN ŒUVRE :	16
2. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2019 – 2023 :	17
<b>C. BUDGET PREVISIONNEL</b>	<b>19</b>
<b>D. PLANNING PREVISIONNEL</b>	<b>20</b>
<b>IV – ANNEXES</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE 1 – CHARTE DE LA SOCIETE FRANCAISE D'ÉVALUATION (SFE)</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE 2 – GRILLE SYNTHETIQUE D'APPRECIATION DE LA QUALITE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXE 3 – SOURCES REGLEMENTAIRES ET DOCUMENTATION DE REFERENCE</b>	<b>24</b>
1. SOURCES REGLEMENTAIRES	24
2. GUIDANCE & OUVRAGE DE REFERENCE DE LA COMMISSION EUROPEENNE	24
3. AUTRES SOURCES:	24
<b>ANNEXE 4 – DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL DE PROVENCE ALPES COTES D'AZUR DU 17 OCTOBRE 2014 RELATIVE A LA GENERALISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES REGIONALES</b>	<b>25</b>
<b>ANNEXE 5 – REMARQUES DE LA COMMISSION SUR LE PLAN D'EVALUATION ET PLAN D'ACTION</b>	<b>28</b>

## I – CADRE DU PLAN D'ÉVALUATION

---

Dans le domaine de la politique de cohésion, l'évaluation a pris naissance en 1988 et s'est développée par la suite. En 1995 la Commission a lancé un programme<sup>1</sup> qui vise à améliorer sa gestion financière et qui généralise l'évaluation à toutes les politiques ayant une incidence budgétaire. Tout renouvellement de programme pluriannuel est désormais conditionné par l'évaluation des résultats antérieurs.

Contrairement à des contextes où l'évaluation est considérée comme un exercice uniquement rétrospectif, le système choisi pour la politique européenne de cohésion a évolué ensuite vers une évaluation des programmes à trois niveaux successifs : ex-ante, mi-parcours et ex-post.

La programmation des FESI 2014-2020 incarne un changement de paradigme : l'omniprésence de la notion de performance qui implique une « évaluation en continu ». Le passage à une politique axée sur la recherche de résultats passe notamment par la définition d'un cadre de performance, la mise en œuvre d'une réserve de performance et l'amplification du rôle de l'évaluation dans la gestion des fonds.

### A. EXIGENCES REGLEMENTAIRES

L'Autorité de gestion doit établir un plan d'évaluation couvrant l'ensemble de la période de programmation<sup>2</sup> et le présenter au comité de suivi au cours de l'année suivant l'adoption du programme<sup>3</sup>. Le rôle de ce document est de permettre, via la planification, d'assurer la cohérence des évaluations entre elles et de s'assurer que l'Autorité de gestion dispose bien des moyens humains, matériels et financiers pour mettre en œuvre les exigences de la réglementation.

Le règlement stipule que l'Autorité de gestion, au cours de la période de programmation, doit veiller à :

- Effectuer des évaluations portant sur l'efficacité, l'efficience et l'impact du programme
- Evaluer au moins une fois la contribution des FESI à la réalisation des objectifs pour chaque priorité (*évaluations thématiques d'impact*)<sup>4</sup>.

A l'occasion de la transmission des rapports de mise en œuvre spéciaux de 2017 et 2019, l'Autorité de gestion doit présenter les progrès accomplis dans la réalisation du plan d'évaluation et les suites données aux conclusions des évaluations réalisées<sup>5</sup>. De plus, chaque année, l'Autorité de gestion doit inclure dans ses rapports de mise en œuvre simplifiés, une synthèse des résultats des évaluations devenues disponibles au cours de l'exercice précédent<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> « Sound and Efficient management – SEM 2000 »

<sup>2</sup> Art 54 du règlement N° 1303/2013 : « Un plan d'évaluation devrait être établi par l'Autorité de gestion ».

<sup>3</sup> Art 114 §1 du règlement N° 1303/2013 : « Le programme d'évaluation est présenté au comité de suivi au plus tard un an après l'adoption du programme opérationnel ».

<sup>4</sup> Art 56 du règlement commun (UE) N°1303/2013

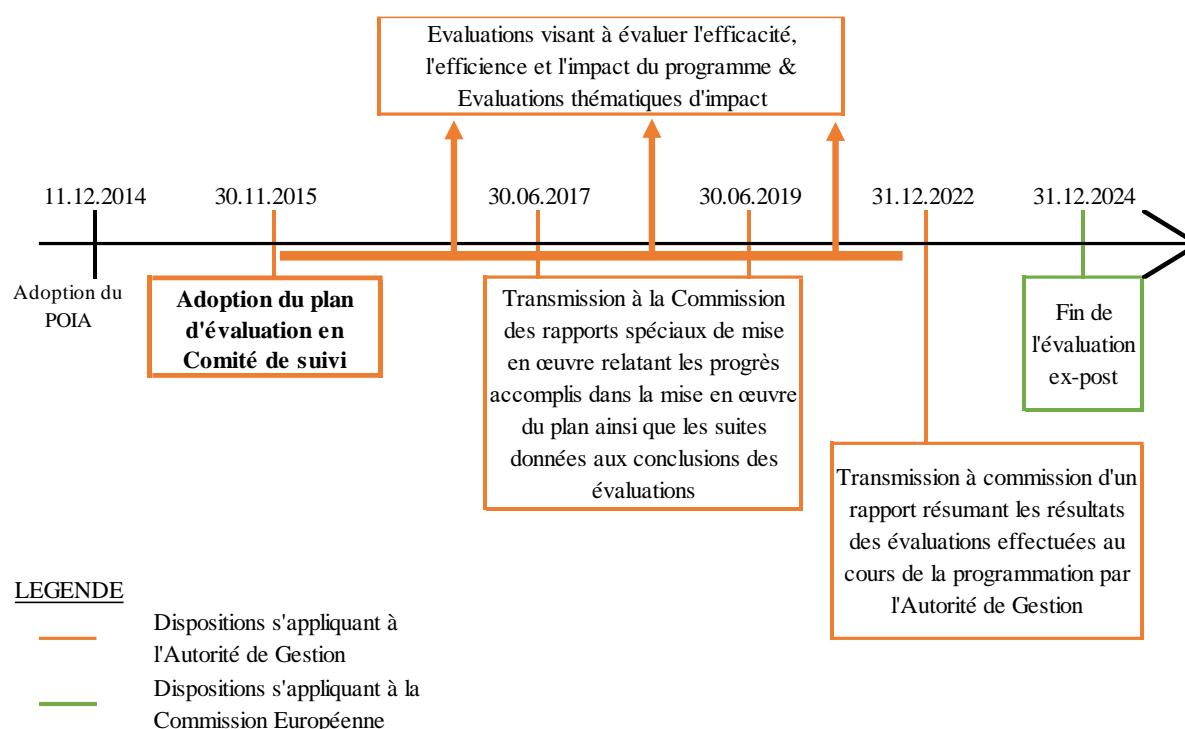
<sup>5</sup> Art 111 §4, 1<sup>er</sup> alinéa, point a) du règlement commun (UE) N°1303/2013

<sup>6</sup> Art 56 §2 du règlement commun (UE) N°1303/2013

En fin de programmation, et avant le 31 décembre 2022, l'Autorité de gestion devra transmettre à la Commission une synthèse de l'ensemble des rapports finaux des évaluations effectuées au cours de la période de programmation<sup>7</sup>.

Enfin, l'évaluation ex-post du programme devra être achevée au 31 décembre 2024. La réalisation de cette dernière exigence relève de la compétence de la commission en collaboration étroite avec les Etats membres et les Autorités de gestion<sup>8</sup>.

SCHEMA 1 – CHRONOLOGIE DES ELEMENTS REGLEMENTAIRES LIES A L'ÉVALUATION AU COURS DE LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION



## B. PERIMETRE ET OBJECTIFS DU PLAN D'ÉVALUATION

Le présent plan s'applique au programme opérationnel interrégional du Massif Alpin (POIA) 2014-2020 et s'étend jusqu'au 31 décembre 2022.

Conformément aux exigences communautaires, les évaluations programmées dans ce plan viseront à évaluer :

- L'efficacité : « Le fait que les effets attendus ont été obtenus, que les objectifs ont été atteints<sup>9</sup> ».
- L'efficience : « Le fait que les effets ont été obtenus à un coût raisonnable <sup>10</sup> ».
- L'impact : « Changement pouvant être attribué de manière certaine à une intervention<sup>11</sup> ».

<sup>7</sup> Art 114 du règlement commun (UE) N°1303/2013

<sup>8</sup> Art 56 et 114 du règlement commun (UE) N°1303/2013

<sup>9</sup> Définition extraite des collections MEANS, Vol 6 « Glossaire », p.65.

<sup>10</sup> Définition extraite des collections MEANS, Vol 6 « Glossaire », p.66.

<sup>11</sup> "The change that can be credibly attributed to an intervention", Définition extraite du guide « Evalsed: The resource for the evaluation of Socio-Economic Development », Septembre 2013, p.103.

Le programme opérationnel interrégional du Massif Alpin est composé de :

- 3 axes FEDER
- 1 axe d'assistance technique
- 5 OS (dont 1 OS d'assistance technique)

Le montant total de la contribution des FESI au POIA est de 34 millions d'euros.

AXE PRIORITAIRE		OT Montant M€	OBJECTIFS SPECIFIQUES
AXE 1 – PROTÉGER ET VALORISER LES RESSOURCES ALPINES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES DE MONTAGNE	FEDER 21,8 M€ 64,15%	21 M€	OS1 - ACCROÎTRE LA DÉCOUVERTE ESTIVALE DU MASSIF PAR LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL
			OS2 - PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES ALPINES
AXE 2 – STRUCTURER ET CONSOLIDER LA FILIÈRE ALPINE DE LA TRANSFORMATION DU BOIS POUR LA CONSTRUCTION	FEDER 6 M€ 17,65%	6 M€	OS3 - ACCROÎTRE L'OFFRE CERTIFIÉE DE BOIS D'ŒUVRE ALPIN TRANSFORMÉ LOCALEMENT
AXE 3 – DÉVELOPPER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES	FEDER 5 M€ 14,71%	5 M€	OS4 - ÉTENDRE ET AMÉLIORER LA GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES NATURELS SUR LE MASSIF
AXE 4 – ASSISTANCE TECHNIQUE	FEDER 1,2 M€ 3,5%	2 M€	OSat – METTRE EN ŒUVRE UN PILOTAGE PAR LES RÉSULTATS, UNE GESTION EFFICACE ET SÉCURISÉE DU FEDER ET ACCROÎTRE LA LISIBILITÉ DES ACTIONS CO-FINANCIÉES PAR LE POIA

Les objectifs du présent plan sont multiples. Il vise à garantir :

- Le respect des exigences réglementaires relatives à l'évaluation :
  - Assurer l'évaluation de l'efficacité et l'efficience du programme
  - Assurer l'évaluation de l'impact de la contribution des fonds à la réalisation des objectifs dans le cadre de chaque priorité, au moins une fois au cours de la période de programmation
- L'apport des évaluations menées aux données nécessaires pour les rapports annuels de mise en œuvre (RAMO), et notamment les RAMO spéciaux de 2017 et 2019
- La réalisation d'un suivi correct des recommandations issues des rapports finaux d'évaluation
- La communication organisée autour des résultats d'évaluation
- La définition au sein d'un document de référence de l'environnement de l'évaluation pour la période de programmation 2014-2020

Il se compose de plusieurs éléments :

- Un descriptif du système de collecte des données au sein de l'Autorité de Gestion
- Une présentation des organes de gouvernance du plan et des évaluations menées
- Une présentation de la communication et du suivi organisés autour des évaluations
- Un plan de formation
- Un programme d'évaluation (indicatif et non restrictif)

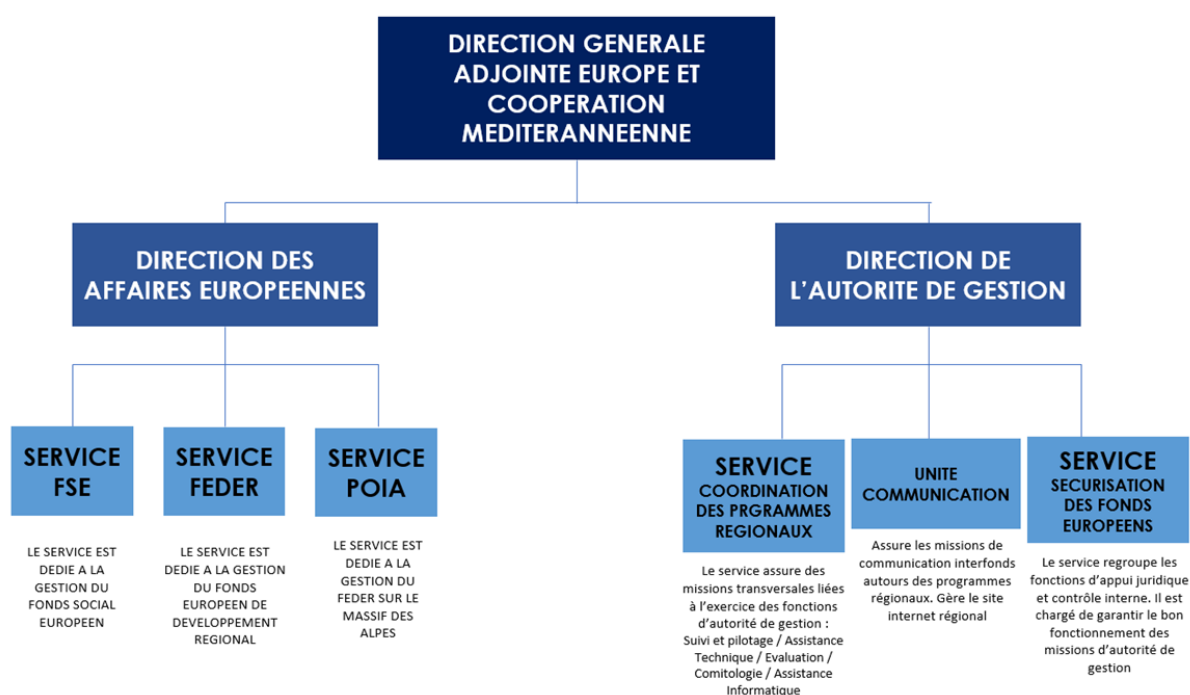
## II – CONTEXTE DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION

Afin d'optimiser les travaux d'évaluation, l'Autorité de Gestion a défini des responsabilités claires pour la collecte des données, le suivi et l'évaluation. Elle s'est également dotée de référentiels qu'elle veillera à développer au cours de la mise en œuvre du plan d'évaluation et qui garantiront la qualité des travaux. Enfin, l'Autorité de Gestion a également prévu la mise en œuvre d'un plan de formation centré sur l'évaluation et à destination de plusieurs publics.

### A. RESPONSABILITES AU SEIN DE L'INSTITUTION REGIONALE ET IMPLICATION DES PARTENAIRES

#### 1. ORGANISATION AU SEIN DE L'AUTORITE DE GESTION

SCHEMA 2 – ORGANIGRAMME FONCTIONNEL DE L'AUTORITE DE GESTION



#### ▪ La Direction de l'autorité de gestion

Elle a pour mission de mettre en place les systèmes et circuits de gestion des programmes européens dont la Région est Autorité de gestion et de veiller à leur respect. Elle a aussi pour mission de garantir une utilisation efficiente des crédits européens en optimisant leur impact économique sur le territoire régional, en assurant leur consommation régulière pour éviter leur perte par dégageement d'office et en maintenant la rigueur de leur gestion pour écarter les risques de suspensions de paiement et de corrections financières. La direction a également en charge la communication liée aux fonds européens, le respect de la réglementation européenne en matière de communication ainsi que la gestion du site L'Europe s'engage en Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur.

En son sein, **le Service de Coordination des Programmes Régionaux (SCPR)** est le principal acteur du suivi-évaluation. Le service est chargé d'accompagner la gestion des programmes européens régionaux. Il assure des missions transversales liées à l'exercice des fonctions d'autorité de gestion dans le respect de la réglementation européenne. Ses missions générales sont la préparation des comités régionaux de programmation et des comités de suivi, le suivi financier et budgétaire du PO, la coordination avec l'autorité de certification et le payeur régional, l'accompagnement des Organismes intermédiaires, les systèmes d'information et la communication. Il pilote et coordonne l'établissement des rapports annuels et finaux de mise en œuvre, ainsi que la définition et la mise en œuvre du plan d'évaluation.

- La Direction des affaires européennes

Elle est chargée d'assurer l'élaboration, l'animation, la programmation et de la certification des dépenses du Programmes Opérationnel Régional FEDER/FSE et du Programme Inter-régional du Massif des Alpes (POIA) pour la période 2014-2020. Elle en assure le suivi et le pilotage avec la Direction de l'Autorité de Gestion. En fonction des besoins, les services de la direction apportent une expertise aux différents projets de l'institution régionale. Elle se décompose en 3 services (FEDER, FSE et POIA).

Ces services sont chargés, chacun sur leur périmètre de compétence, de la programmation et la certification des crédits européens. Dans ce cadre, ils sont chargés d'instruire les demandes de financements européens, d'assurer la programmation des dossiers retenus, de certifier les dépenses et de suivre le remboursement des porteurs de projet. Il prépare et élabore les réponses aux différents contrôles et garantit la qualité de la gestion des fonds européens.

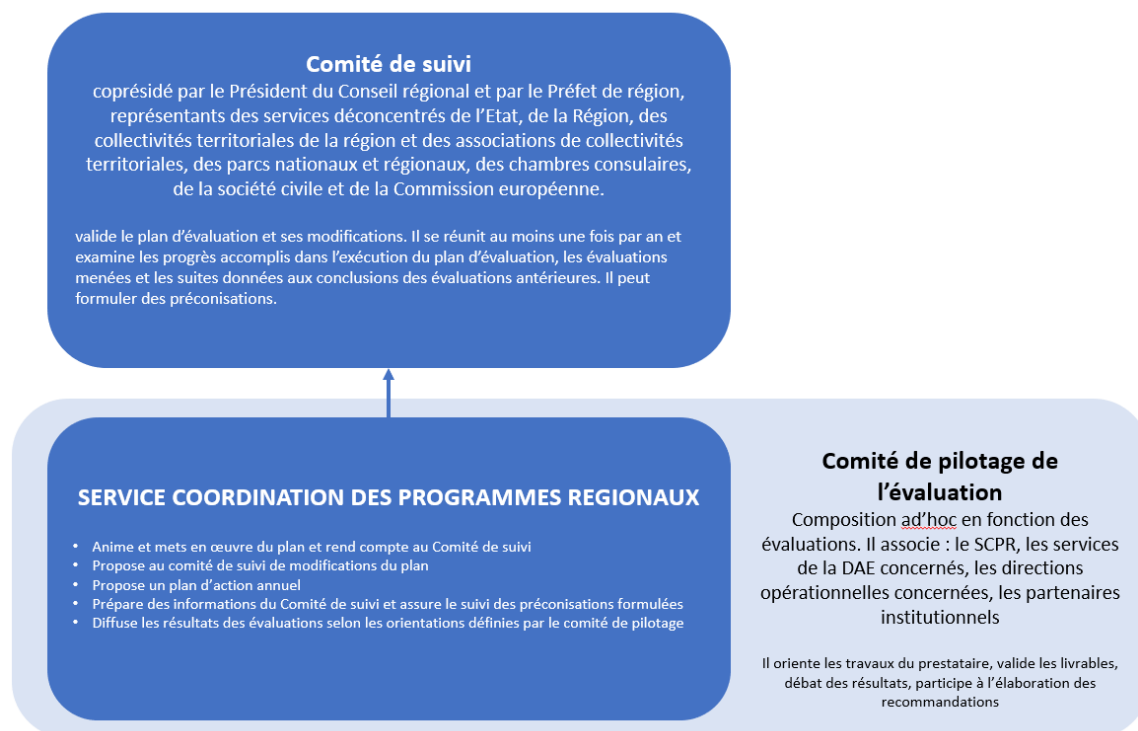
## 2. CADRE PARTENARIAL

Les programmes européens sont des programmes de développement socio-économique cofinancés qui doivent faire l'objet de codécision. Ces programmes étant également multi-objectifs et multi-domaines d'intervention, cela implique que l'évaluation doit être conduite avec la participation de plusieurs partenaires et les méthodes adaptées à leurs spécificités.

La démarche d'évaluation qui sera menée en Provence-Alpes-Côte d'Azur tiendra compte des diversités des attentes des partenaires aux programmes et recherchera la convergence des points de vue pour que, sans remettre en question les bases de la négociation des programmes, l'évaluation ne se traduise par un exercice uniquement formel pour une partie des partenaires.



### SCHEMA 3 – SCHEMA DES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU PLAN D’EVALUATION ET DES TRAVAUX D’EVALUATION



### Le Comité de Suivi POIA

Composition : Il est coprésidé par le Préfet Coordonnateur de Massif, ou son représentant, et les deux Présidents des Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, ou leurs représentants. Il est composé des représentants :

- des services déconcentrés de l'Etat
- des Régions PACA et Rhône-Alpes
- des conseils généraux des départements situés en zone de massif
- des parcs régionaux et des territoires de projet supra-communautaires
- des espaces valléens
- de la société civile
- de la commission européenne

Fonctions : Le Comité de suivi valide le plan d'évaluation et ses modifications. Il se réunit au moins une fois par an et examine les progrès accomplis dans l'exécution du plan d'évaluation, les évaluations menées et les suites données aux conclusions des évaluations antérieures<sup>12</sup>. Il peut formuler des préconisations.

<sup>12</sup> « Toutes les évaluations sont examinées par le comité de suivi », Art 56 §3 du règlement commun 1303/2013



### L'Autorité de gestion (SCPR)

Fonctions dans la gouvernance du plan d'évaluation :

- Anime et mets en œuvre du plan et rend compte au Comité de suivi
- Propose au comité de suivi de modifications du plan
- Propose un plan d'action annuel
- Prépare des informations du Comité de suivi et assure le suivi des préconisations formulées
- Diffuse les résultats des évaluations selon les orientations définies par le comité de pilotage

Fonctions dans la gouvernance des évaluations :

- Prépare les décisions du comité de pilotage
- Garantit la déontologie, l'indépendance et la technicité des acteurs du système
- Assure la qualité des évaluations
- Anime les groupes techniques
- Lance les marchés d'évaluation et sélectionne les prestataires

### Le Comité de pilotage

Composition : Le comité de pilotage est organisé en fonction des thématiques abordées par l'évaluation. Dans sa forme restreinte il sera composé du directeur général des services, du directeur général adjoint (DGA) et des directrices de la Direction Générale Europe et Coopération Méditerranéenne, du SCPR ainsi que des DGA et directeurs des directions opérationnelles concernées des Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi que le Commissariat Général de Massif.

Sa forme élargie inclura une représentation politique par la présence du vice-président en charge de l'Europe au sein du Conseil Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fonctions :

- Suit les différentes étapes de l'évaluation
- S'assure de la disponibilité et de la mise à disposition des informations utiles
- Analyse et débat les résultats des évaluations

## B. ORGANISATION DU SYSTEME DE SUIVI

Le dispositif de suivi du POIA s'appuie sur 25 indicateurs ventilés ainsi :

- \_ 3 indicateurs financiers tous inclus dans le cadre de performance
- \_ 16 indicateurs de réalisation (dont 6 inclus dans le cadre de performance)
- \_ 6 indicateurs de résultat

Les responsabilités pour la collecte et le suivi des données au niveau du programme sont repartis entre les services la DAE et le SCPR.

Ce système est organisé autour de trois types de tableaux de bord :

- Tableaux de bord réglementaires : suivi des indicateurs de réalisation et de résultat, suivi du cadre de performance, etc.
- Tableaux de bord financiers : suivi de la maquette du programme, suivi du risque de dégageant d'office

La production des RAMO et le suivi des indicateurs font l'objet d'une procédure interne incluse dans le Descriptif de Système de Gestion et de Contrôle de l'AG.

## C. SOURCES D'EXPERTISE ET REFERENTIEL QUALITE DES ÉVALUATIONS

### 1. SOURCES D'EXPERTISE

Conformément aux exigences de la Commission européenne<sup>13</sup> l'ensemble des évaluations sera réalisé par des experts fonctionnellement indépendants de l'autorité responsable de la mise en œuvre des programmes. Il sera fait appel à des cabinets externes.

### 2. QUALITE DES EVALUATIONS

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a adopté le 17 Octobre 2014 une délibération actant la généralisation de la démarche d'évaluation des politiques régionales (voir annexe 4). Elle a ainsi acté l'adoption des principes régissant les démarches d'évaluation issus de la Charte de la Société Française de l'Evaluation (SFE)<sup>14</sup> : pluralité, distanciation, compétence, respect des personnes, transparence, opportunité et responsabilité.

La qualité des travaux d'évaluation menés devra être conforme aux standards de la Charte ainsi que, d'un point de vue déontologique, à la Guidance pour la qualité de pilotage des évaluations externes préconisée par la Commission<sup>15</sup>.

Chaque évaluation sera elle-même évaluée par le SCPR au travers d'une grille synthétique d'appréciation de la qualité des travaux d'évaluations<sup>16</sup> (disponible en annexe 2).

## D. OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION

L'optimisation de la démarche d'évaluation pour la programmation 2014-2020 se traduit par :

- un travail de capitalisation des précédents travaux d'évaluations réalisés sur les thématiques du programme. Ce travail sera réalisé par le SCPR.
- un plan de sensibilisation et de formation à l'évaluation qui sera également mis en œuvre.
- la mutualisation des campagnes d'évaluation qui sera recherchée à plusieurs niveaux.

### 1. Plan de formation du SCPR à l'évaluation

La réalisation de formations doit permettre aux acteurs internes d'acquérir les savoirs nécessaires à la mise en œuvre du plan d'évaluation.

Le plan de formation prévu permettra donc à l'équipe dédiée d'améliorer son niveau d'expertise. Seront donc privilégiées :

- des formations spécialisées, réalisées par des organismes référencés en la matière
- des séminaires nationaux ou internationaux
- des formations organisées ou labellisées par la Commission européenne.

---

<sup>13</sup> « Les évaluations sont effectuées par des experts internes ou externes fonctionnellement indépendants des autorités responsables de la mise en œuvre des programmes » Art. 54 du règlement commun 1303/2013.

<sup>14</sup> La charte de la Société Française d'évaluation est disponible en Annexe 2 du présent plan

<sup>15</sup> Guidance on quality management of external evaluation, European Commission, April 2014

<sup>16</sup> Grille issue des Collections MEANS, Vol. 1 « Conception et conduite d'une évaluation », encadré 46 « Grille synthétique d'appréciation de la qualité des travaux d'évaluation », p.192.

## 2. MUTUALISATIONS ENVISAGEES

Les pistes de mutualisation des campagnes d'évaluations menées dans le cadre de ce programme seront systématiquement interrogées afin de considérer une vision consolidée des politiques menées et de l'impact des Fonds Européens Structurels et d'Investissement sur celles-ci. De plus, la mutualisation permettra à l'Autorité de Gestion d'optimiser les moyens mis à la disposition de l'évaluation, aussi bien humains que financiers.

L'AG a envisagé des pistes de mutualisation à plusieurs niveaux :

### a. Mutualisation inter-programme (FESI)

Les PO FEDER-FSE, le POIA et le FEADER partagent des caractéristiques communes. Des pistes de mutualisation inter-programmes gérés par la Région PACA pourraient être :

- les effets de la mise en œuvre des priorités transversales : non-discrimination, égalité Homme/Femme, développement durable, rôle du partenariat.
- les mécanismes communs de mise en œuvre : appel à projets, organisation interne ...

### b. Mutualisation avec autres démarches évaluatives en Région

Les FESI contribuent aux politiques régionales. Des mutualisations peuvent être envisager pour créer des synergies entre évaluations régionales et européennes. A titre d'exemple, il pourrait être envisagé des évaluations mutualisées entre Contrat de Plan Etat région (CPER) 2015-2020 et PO FEDER-FSE.

Des mutualisations avec des démarches d'évaluation de politiques publiques (par exemple, l'évaluation de l'Agenda 21) ou de dispositifs spécifiques (par exemple la mise en œuvre du Service Public régional de l'Orientation qui comprend un volet évaluatif) seront étudiées.

Ces mutualisations, outre des économies d'échelles pourraient permettre de diffuser la culture de l'évaluation et favoriser l'intégration des activités liées aux FESI au sein de l'institution régionale

## E. STRATEGIE POUR ASSURER L'UTILISATION ET LA DIFFUSION DES RESULTATS DES ÉVALUATIONS

Les résultats des évaluations seront communiqués et discutés au Comité de suivi avec une proposition de plan d'action, en vue d'assurer la mise en œuvre des recommandations. Le suivi de cette mise en œuvre est assuré par le SCPR.

Conformément aux exigences réglementaires<sup>17</sup>, les résultats des évaluations ainsi qu'une synthèse seront mis à disposition sur le site internet dans une rubrique dédiée. La synthèse des résultats de l'évaluation sera envoyée aux partenaires ainsi qu'aux directions des politiques publiques concernées. Une synthèse des résultats traduite de façon opérationnelle sera également adressée aux services instructeurs et animateurs.

Le cahier des charges, le budget, les méthodes utilisées ainsi que le rapport final de chaque évaluation seront transmis à la Commission européenne.

Les résultats des évaluations seront également mis en valeur à travers les opérations de communication, notamment celles à destination du grand public et des partenaires.

<sup>17</sup> « Toutes les évaluations sont mises à disposition du public » Art. 54 du règlement commun (UE) 1303/2013

### III – PROGRAMME D’EVALUATION

---

#### A. OBJECTIFS, STRATEGIE, ET ORGANISATION DU PROGRAMME D’EVALUATION

Ce programme d'évaluation est organisé autour d'un objectif : la mesure de la performance du PO au regard de l'atteinte de ses objectifs. Dans ce but, la stratégie du programme d'évaluation s'organise en deux temps :

- une première période (2016-2018) tournée vers l'optimisation de la performance du PO et constituant une phase préparatoire à la mise en œuvre des évaluations d'impact
- une seconde période (2019-2022) consacrée aux évaluations d'impact.

##### 1. La première période (2016-2018) s'organise autour de deux priorités :

##### *c. L'optimisation de la performance du programme : les évaluations de mise en œuvre*

Les informations et appréciations fournies dans le RAMO renforcé de 2019, et portant sur l'année 2018, serviront de base à la revue de performance réalisée par la Commission européenne la même année. Cet examen portera sur l'atteinte des valeurs intermédiaires des indicateurs du cadre de performance définies dans le PO. Si celles-ci sont atteintes, l'AG aura alors accès à la réserve de performance du PO correspondant à 6% de son montant total.

Le programme d'évaluation doit donc contribuer à une mise en œuvre performante du programme dans l'optique de débloquer cette réserve de performance, mais également de motiver une révision du programme à mi-parcours si cela s'avère nécessaire. Cela se traduit dans le plan par la réalisation d'une évaluation de mise en œuvre par fonds.

Cela se traduit dans le plan par la réalisation d'une évaluation de mise en œuvre portant sur le bon déroulement du PO et relative aux critères d'efficacité et d'efficience des interventions mises en œuvre. Ces évaluations visent à repérer les dysfonctionnements et à apporter des pistes d'amélioration sur la mise en œuvre du programme opérationnel par l'AG. Elles poursuivront trois objectifs principaux :

- contribuer à la performance du PO régional dans l'optique de débloquer la réserve de performance ;
- motiver une révision à mi-parcours du PO si cela s'avère nécessaire ;
- contribuer à mettre en œuvre une organisation efficace, lisible et sécurisée du programme régional.

##### *La préparation des évaluations d'impact (évaluabilité)<sup>18</sup> :*

Menés en parallèle, les travaux de préparation des évaluations d'impact sont essentiels à leur mise en œuvre.

Les travaux de préparation méthodologique seront menés par le SCPR. Ils pourront se dérouler en plusieurs étapes. Si ces étapes sont présentées de manières séquentielles, les investigations pourront conduire à des boucles de rétroaction.

---

<sup>18</sup> Ces analyses ont été conduites pour plusieurs OS

Identification des unités de sens sur lesquelles pourront porter les évaluations d'impact (champ de l'évaluation)

Les évaluations d'impact doivent porter sur des unités de sens. Si elles sont envisagées à l'échelle de l'axe par le règlement cadre (UE) N°1303/2013, elles ne pourront en général être conduites qu'à un niveau infra. En effet, elles doivent porter sur une action dont le mécanisme est bien identifié et n'a pas vocation à couvrir dans un même temps des mécanismes indépendants.

Reconstruction des logiques d'intervention

Une fois l'unité de sens identifiée, le SCPR bâtit la logique d'intervention en décrivant les liens de cause à effet. La logique d'intervention permet une représentation graphique de l'action évaluée. Elle permet aux parties prenantes de s'accorder sur une compréhension partagée de celle-ci.

Identification des données disponibles (interne et externes) et des indicateurs

L'accès à la donnée est crucial dans les évaluations d'impact. Ces données peuvent être des données internes (suivi financier des projets, indicateurs de réalisation et de résultat). Elles peuvent également être issues de la statistique publique. L'accès à ces données pouvant nécessiter des protocoles d'accord, il est nécessaire d'en anticiper le besoin. La disponibilité des données oriente fortement sur les méthodes d'évaluation. Il est à ce stade possible d'en écarter une partie.

Revue de littérature

La revue de littérature permet de capitaliser les expériences menées par d'autres collectivités. Il s'agit de s'intéresser à des interventions dont la logique d'intervention est similaire. Cette revue de littérature permet de faire évoluer la logique d'intervention bâtie au point ii.

Identification des questions d'évaluation

Ces différentes étapes permettent de formuler les questions d'évaluation. Cette formulation aura certainement émergé au fil de l'analyse d'évaluabilité. La formulation de la question d'évaluation est sensible car elle permet à l'AG de dire ce qu'elle veut apprendre de l'évaluation.

Identification des approches possibles (shortlist de méthodologies)

Il existe une pluralité des méthodes d'évaluation d'impact allant au-delà de la dichotomie évaluation contrefactuelle vs. évaluation basée sur la théorie. Les étapes préalables permettent d'écarter les méthodes pour lesquelles les conditions ne sont pas réunies ou ne répondant à la question posée. Ainsi il ne s'agit pas de choisir une méthode unique mais d'avoir une idée raisonnable des méthodes envisageables.

L'ensemble de ces étapes permet de disposer d'une base solide à proposer aux directions opérationnelles<sup>19</sup>. Cette analyse permet également de prévoir le coût de l'évaluation.

---

<sup>19</sup> Voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

	Méthode basée sur la théorie	Méthode contrefactuelle
<b>Question posée par l'évaluation</b>	<u>Comment le programme permet d'atteindre les effets attendus ?</u> → Repère les obstacles et leviers du fonctionnement du programme	<u>Est-ce que le programme délivre les effets attendus ?</u> → Fournit des indicateurs chiffrés de performance
<b>La chaîne causale ...</b>	est complexe (programme, politique)	est simple (projet, action)
	Méthode basée sur la théorie	Méthode contrefactuelle
<b>Les facteurs contextuels...</b>	jouent un rôle important dans la mise en œuvre, conditionnent la réussite ou peuvent causer l'échec de la politique	sont minimales et peuvent être contrôlés
<b>Les impacts...</b>	sont complexes, diffus	sont quantifiables
<b>La situation contrefactuelle, c'est-à-dire sans intervention publique, est ...</b>	difficile ou impossible à reconstituer : - le programme a déjà démarré, - et la reconstitution a posteriori d'une population de référence est impossible	observable : - le programme n'a pas commencé - ou la reconstitution a posteriori d'une population de référence est possible (différentes méthodes sont mobilisables)

## 2. La seconde période (2019-2022) est consacrée aux évaluations thématiques d'impact.

Les évaluations d'impact doivent permettre de répondre à quatre types de questions principalement : Quels sont les effets observés de la politique menée ? (1) Dans quelle mesure cette politique y est-elle pour quelque chose ? (2) Existe-t-il des impacts inattendus ? (3) ; Quels sont les mécanismes d'obtention des impacts ? Quels sont les facteurs contextuels de ces mécanismes ? (4).

Au vu de leur temporalité, les évaluations d'impact viseront principalement à interroger les résultats et les impacts à moyen terme du programme. Elles traiteront également des questions

relatives la contribution de ce dernier aux principes transversaux, et aux objectifs de la stratégie UE 2020.

Le plan d'évaluation tient compte des ressources mobilisables et a pour objectif de démontrer l'intérêt porté par la Région pour l'évaluation d'impact ainsi que sa volonté d'être exemplaire en la matière.

#### **a. Procéder à une observation du changement pour l'ensemble des axes**

L'ensemble des axes du PO FEDER POIA pourra faire l'objet d'une mesure du changement (efficacité). Cette mesure est relativement aisée, d'autant plus si les indicateurs de résultat et d'impacts sont disponibles et robustes. Chaque axe pourrait faire l'objet d'un diagramme logique d'impact, d'une analyse de l'évolution des indicateurs, notamment de résultat et d'impact. Une enquête en ligne, ainsi qu'un nombre limité d'entretiens téléphoniques permettrait d'affiner l'analyse.

#### **b. Conduire une évaluation d'impact exemplaire par fonds**

Chacun des fonds pourra faire l'objet d'une évaluation d'impact répondant aux canons méthodologiques. Elles pourront explorer une diversité de méthodes, encore peu mises en œuvre par les collectivités territoriales.

Les évaluations d'impact associent au sein d'un groupe de le SCPR, la DAE, ainsi que, dans la mesure du possible, la direction opérationnelle concernée par la politique évaluée.

Pour des raisons de pertinence de l'analyse, les évaluations d'impact peuvent ne couvrir qu'une partie de l'axe. En effet, les axes ou les objectifs thématiques recouvrent parfois une diversité d'interventions qu'il n'est pas possible de couvrir par une seule évaluation d'impact. Dans ce cas, l'évaluation d'impact est conduite à l'échelle de l'objectif thématique (OT) ou de l'objectif spécifique (OS). C'est l'analyse d'évaluabilité conduite plus haut qui permet de déterminer ce périmètre.

A la lumière du poids financier de l'axe, de l'intérêt – et homogénéité – de la politique ainsi que des données disponibles, plusieurs champs d'évaluation d'impact apparaissent pertinents. Le tableau ci-dessous en propose une synthèse.



## B. FICHES DETAILLES DES EVALUATIONS PLANIFIEES

## 1. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2016 – 2018 : L'ÉVALUATION DE MISE EN ŒUVRE :

EVALUATION INTERMEDIAIRE DE MISE EN ŒUVRE	
Objectifs spécifiques concernés	L'évaluation porte sur l'ensemble du programme opérationnel interrégional du massif des Alpes.
Contexte et enjeux	<p>Le programme d'évaluation de la première période, dans laquelle s'inscrit l'évaluation de mise en œuvre du FEDER, doit contribuer à une mise en œuvre performante des PO régionaux dans l'optique de débloquer la réserve de performance mais également de motiver une révision à mi-parcours des PO si cela s'avère nécessaire.</p> <p>L'étude vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'interroger sur la mise en œuvre du FEDER au regard des critères d'efficacité et d'efficience</li> <li>- repérer les bonnes pratiques ainsi que les dysfonctionnements</li> <li>- apporter des pistes d'améliorations opérationnelles sur la mise en œuvre du PO par l'Autorité de gestion.</li> </ul>
Questions évaluatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Question 0 – Bilan des réalisations et analyse de la dynamique de la programmation</li> <li>- Question 1 – Dans quelle mesure l'animation favorise-t-elle bien l'émergence de projets de qualité ?</li> <li>- Question 2 – Dans quelle mesure les démarches collectives (labels, stratégies, plan d'action, ...) favorisent-elles bien l'atteinte des objectifs du programme ?</li> <li>- Question 3 – Quelles sont les forces et faiblesses du caractère interrégional du PO ?</li> <li>- Question 4 – Quelles leçons tirer des résultats de l'étude pour la préparation de la révision du programme ?</li> </ul>
Méthodologie / Travaux attendus	<p>Il est attendu du prestataire qu'il appuie ses réponses sur les données disponibles fournies, sur l'examen des outils de gestion et logiciels utilisés par l'Autorité de Gestion ainsi que des données complémentaires que le titulaire devra collecter au cours de la mission. Il est attendu que la méthodologie implique les parties prenantes.</p> <p>Pour chaque question évaluative posée, l'évaluation devra fournir une réponse claire et structurée ainsi que des recommandations opérationnelles visant à sécuriser l'autorité de gestion vis-à-vis de ses engagements en termes de cadre de performance.</p>
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Données de description de la politique</b> : Programme Interrégional du Massif Alpin 2014-2020 ; Carte de la zone du Massif Alpin ; Carte du nombre de risques naturels par communes alpines (Octobre 2014) ; Carte des Espaces Valléens 2015-2020 ; Diagnostic Territorial Stratégique interrégional 2014-2020 ; Tableau de synthèse des complémentarités des programmes européens pour le massif alpin français sur 2014-2020</li> <li>- <b>Autres documents</b> : Descriptif du Système de Gestion et de Contrôle du POIA 2014-2020 ; Stratégie de Communication POIA</li> <li>- <b>Données de pilotage</b> : Liste des appels à projets publiés (11 appels en 2015 et 2016) ; Les réponses aux appels ; Rapport annuel de mise en œuvre 2016</li> <li>- <b>Travaux d'évaluation</b> : Evaluation ex-ante du POIA 2014-2020 ; Evaluation environnementale et stratégique du POIA 2014-2020 ; Evaluation à mi-parcours du POIA 2007-2013 ; Synthèse de l'étude sur la capitalisation des programmes plurirégionaux et leurs perspectives dans le cadre de l'avenir de la politique de cohésion post 2013</li> <li>- <b>Guidances de la commission européenne</b></li> <li>- <b>Entretiens à mener auprès des parties prenantes</b> (données à récolter par le prestataire)</li> </ul>
Calendrier / Durée de	2017 ; 9 mois

réalisation des travaux	
Budget indicatif	80 000 € HT

## 2. PROGRAMME INDICATIF POUR LA PERIODE 2019 – 2023 :

<b>EVALUATION D'IMPACT DU POIA</b>	
Objectifs spécifiques concernés	OS 1 – Accroître la découverte estivale du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel
Contexte et enjeux	<p>Dans le cadre de cet OS, Il est recherché une plus grande attractivité du patrimoine naturel et culturel alpin par l'accroissement de la fréquentation des sites et infrastructures de découverte de la montagne, en dehors de la période de fréquentation hivernale.</p> <p>L'objectif sera ciblé sur les Espaces Valléens alpins qui seront retenus pour la période 2014-2020.</p> <p>Cette évaluation vise à identifier la contribution du POIA au développement de la fréquentation touristique, notamment durant la période estivale, par l'adaptation et le renforcement d'une offre de découverte axée sur la valorisation des richesses patrimoniales culturelles et naturelles des territoires de montagne. L'enveloppe consacrée à la priorité d'investissement 6c (centrée autour des démarches Espaces Valléens) est la plus importante du programme (52% de la dotation).</p>
Questions évaluatives	<p>L'évaluation pourra sur les impacts de la mise en œuvre des stratégies des EV sur l'augmentation du tourisme estival.</p> <p>L'évaluation pourra porter sur plusieurs points de l'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La structuration d'une stratégie par EV a-t-elle facilité la mise en œuvre d'un plan d'action cohérent sur le territoire ? ;</li> <li>- Comment les actions mises en œuvre ont-elles permis le développement du tourisme estival ? ;</li> <li>- Dans quelles mesures les actions des espaces Valléens ont-elles permis d'apporter une cohérence à l'offre de tourisme estival à l'échelle du massif ?</li> </ul>
Méthodologie / Travaux attendus	<p>Il est attendu du prestataire une analyse des données disponibles ainsi qu'une collecte complémentaire auprès des structures Espaces Valléens et des projets financés dans le cadre des stratégies.</p> <p>La méthode d'évaluation n'a pas été identifiée à ce jour.</p>
Sources d'information/ Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Données de description de la politique</b> : POIA, Stratégies des EV</li> <li>- <b>Autres documents</b> : Descriptif du Système de Gestion et de Contrôle du POIA 2014-2020 ; Stratégie de Communication ;</li> <li>- <b>Données de pilotage</b> : Rapports annuels de mise œuvre, Rapports d'instructions et de certification</li> <li>- <b>Travaux d'évaluation</b> : Evaluation ex-ante du POIA 2014-2020 ; Evaluation environnementale et stratégique du POIA 2014-2020 ; Evaluations menées sur la période de programmation 2007-2013 (nationales) ; Evaluation de mise en œuvre 2017 ;</li> </ul>

Calendrier	2020-2021 ; 12 mois
Budget indicatif	120 000€ TTC

C. BUDGET PREVISIONNEL

Le budget prévisionnel du plan d'évaluation ci-dessous n'inclut ni la formation ni la communication qui sont intégrées dans des budgets propres.

EVALUATIONS	MONTANT ESTIMATIF TOTAL TTC en K€
Evaluation de mise en œuvre	80
<b>Total période 2015-2018</b>	<b>80</b>
Evaluation d'impact du POIA	120
Evaluation d'efficacité du POIA	60
<b>Total période 2019-2022</b>	<b>180</b>
<b>TOTAL</b>	<b>260</b>

D. PLANNING PREVISIONNEL

	2016				2017				2018				2019				2020				2021				2022			
Evaluation de mise en œuvre																												
Evaluation d'impact Valorisation Patrimoine naturel et culturel																												

LEGENDE

- Travail interne
- Phase préparatoire, rédaction du cahier des charges
- Lancement de l'appel d'offre, réception et sélection du prestataire
- Réalisation des travaux d'évaluation par le prestataire
- Diffusion des résultats, conception d'un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations

## IV – ANNEXES

### ANNEXE 1 – CHARTE DE LA SOCIETE FRANCAISE D'ÉVALUATION (SFE)



#### Pourquoi la Charte ?

L'évaluation des actions publiques revêt des formes diverses, tant par ses méthodes que par la manière dont elle s'insère dans le système d'action. Elle peut être interne ou externe. Elle peut être réalisée ex ante, concomitante ou ex-post. Cette diversité reflète celle des enjeux et des contextes dans lesquels elle s'inscrit, à côté d'autres pratiques telles que l'étude, la recherche, l'expertise, l'inspection ou l'audit. De ce fait, les conclusions, jugements et recommandations produits par les évaluations n'ont pas tous la même portée ni le même statut dans le débat public.

Depuis son origine, la SFE a accueilli tous ceux qui participent à ces pratiques. Tout en reconnaissant cette diversité, elle promeut les formes d'évaluation les plus à même de faire de l'évaluation une composante des organisations publiques et de la vie démocratique. C'est l'objet de la Charte adoptée en 2003 et actualisée en 2006. Cette Charte s'adresse aux personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel, qu'ils soient commanditaires, évaluateurs ou membres d'instances de pilotage.

Cette Charte combine plusieurs fonctions. Éducative, elle attire l'attention sur les enjeux et les problèmes. Indicative, elle guide la recherche de solutions. Incitative, elle n'a pas choisi la voie de la prescription.

La Charte est un guide de principes généraux, largement reconnus dans le milieu professionnel. Elle invite à s'y conformer. Elle ne méconnaît pas les possibles contradictions entre ces principes, dans certaines circonstances. Elle aide à prévenir les difficultés qui surgissent souvent en cours d'évaluation faute d'avoir clarifié au départ les questions de principe et de déontologie.



#### CHARTRE DE L'EVALUATION

#### DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES PROGRAMMES PUBLICS

Actualisée le 21 juin 2006

65 avenue des Gobelins - 75013 PARIS  
☎ : 01.45.41.58.40 ✉ : [evaluation.sfe@wanadoo.fr](mailto:evaluation.sfe@wanadoo.fr)

Site Internet : [www.sfe.asso.fr](http://www.sfe.asso.fr)





## Préambule

L'évaluation vise à produire des connaissances sur les actions publiques, notamment quant à leurs effets, dans le double but de permettre aux citoyens d'en apprécier la valeur et d'aider les décideurs à en améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et les impacts.

L'évaluation contribue ainsi à rationaliser la prise de décision publique, à moderniser la gestion de l'administration et des services publics et à rendre plus efficace la dépense publique. Elle contribue simultanément au développement de la responsabilité et des pratiques de compte rendu interne ou externe, ainsi qu'à l'apprentissage organisationnel. Elle participe aux progrès parallèles de la bonne gestion et du débat démocratique à tous les niveaux de gouvernement.

Ainsi définis, les enjeux de l'évaluation des politiques et programmes publics dépassent ceux de ses protagonistes directs et concernent l'ensemble des citoyens. L'évaluation doit être décidée, organisée et conduite en vue de l'intérêt général. C'est pour cela qu'elle doit s'exercer dans un cadre institutionnel explicite et que sa pratique doit être régie par des principes spécifiques.

Les membres de la SFE déclarent adhérer aux principes de la « Charte de l'évaluation », s'engageant à les appliquer en tenant compte des contextes particuliers rencontrés et à promouvoir la charte tant dans leur milieu professionnel qu'auprès des personnes et institutions concernées par l'évaluation et la délibération publique.

Actualisée le 21 juin 2006



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



## Les principes de l'évaluation en France

### Pluralité

L'évaluation s'inscrit dans la triple logique du management public, de la démocratie et du débat scientifique. Elle prend en compte de façon raisonnée les différents intérêts en présence et recueille la diversité des points de vue pertinents sur l'action évaluée, qu'ils émanent d'acteurs, d'experts, ou de toute autre personne concernée.

Cette prise en compte de la pluralité des points de vue se traduit -chaque fois que possible- par l'association des différentes parties prenantes concernées par l'action publique ou par tout autre moyen approprié.

### Distanciation

L'évaluation est conduite de façon impartiale. Les personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel informent les autres partenaires de tout conflit d'intérêt éventuel.

Le processus d'évaluation est conduit de façon autonome par rapport aux processus de gestion et de décision. Cette autonomie préserve la liberté de choix des décideurs publics.

### Compétence

Les personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel mettent en œuvre des compétences spécifiques en matière de conception et de conduite de l'évaluation, de qualité de la commande, de méthodes de collecte de données et d'interprétation des résultats. Elles ont le souci d'améliorer et de mettre à jour leurs compétences, notamment en référence à celles en usage dans la communauté internationale de l'évaluation.

### Respect des personnes

Les personnes participant au processus d'évaluation à titre professionnel respectent les droits, l'intégrité et la sécurité de toutes les parties concernées.

Elles s'interdisent de révéler l'origine nominative des informations ou opinions recueillies, sauf accord des personnes concernées.

### Transparence

La présentation des résultats d'une évaluation s'accompagne d'un exposé clair de son objet, de ses finalités, de ses destinataires, des questions posées, des méthodes employées et de leurs limites, ainsi que des arguments et critères qui conduisent à ces résultats.

La diffusion publique des résultats d'une évaluation est souhaitable. Les règles de diffusion des résultats sont établies dès le départ. L'intégrité des résultats doit être respectée, quels que soient les modalités ou les supports de diffusion retenus.

### Opportunité

Une évaluation doit être décidée lorsqu'elle est susceptible de – et organisée afin de – produire des résultats à l'égard des finalités mentionnées au préambule de cette charte : compte rendu démocratique, efficacité de la dépense, apprentissage organisationnel, facilitation d'évaluations ultérieures.

### Responsabilité

La répartition des rôles entre les différents acteurs de l'évaluation est établie dès le départ de façon à ce que toutes les fonctions de celle-ci soient bien prises en charge (définition du mandat, pilotage du processus, enquêtes et analyses, formulation du jugement et des recommandations éventuelles, diffusion des résultats).

Les personnes et institutions participant au processus d'évaluation mobilisent les moyens appropriés et fournissent les informations nécessaires à la conduite de l'évaluation.

Elles sont conjointement responsables de la bonne application des principes énoncés dans cette charte.

Actualisée le 21 juin 2006





## ANNEXE 2 – GRILLE SYNTHETIQUE D'APPRECIATION DE LA QUALITE DES TRAVAUX D'ÉVALUATION<sup>20</sup>

Concernant ce critère, le rapport d'évaluation est :		Inacceptable	Acceptable	Bon	Excellent
<b>1 La satisfaction des demandes :</b>	L'évaluation traite-t-elle de façon adéquate les demandes d'information formulées par les commanditaires et correspond-elle au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>2 La pertinence du champ :</b>	La raison d'être du programme, ses réalisations, ses résultats et ses impacts sont-ils étudiés dans leur totalité, y compris ses interactions avec d'autres politiques et ses conséquences imprévues ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>3 L'adéquation de la méthodologie :</b>	La conception de l'évaluation est-elle adaptée et adéquate pour fournir les résultats nécessaires (avec leurs limites de validité) pour répondre aux principales questions évaluatives ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>4 La fiabilité des données</b>	Les données primaires et secondaires collectées ou sélectionnées sont-elles adaptées ? Offrent-elles un degré suffisant de fiabilité par rapport à l'usage attendu ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>5 La solidité de l'analyse</b>	L'analyse des informations quantitatives et qualitatives est-elle conforme aux règles de l'art, complète et adaptée afin de répondre correctement aux questions évaluatives ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>6 La crédibilité des résultats</b>	Les résultats découlent-ils logiquement et sont-ils justifiés par l'analyse des données et par des interprétations basées sur des hypothèses explicatives présentées avec soin ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>7 La solidité de l'analyse</b>	Les conclusions sont-elles justes, non-biaisées par des considérations personnelles ou partisans et sont-elles assez détaillées pour être concrètement mises en œuvre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>8 La clarté du rapport</b>	Le rapport décrit-il le contexte et le but du programme évalué ainsi que son organisation et ses résultats de façon telle que les informations fournies soient aisément compréhensibles ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Compte tenu des contraintes contextuelles qui pèsent sur l'évaluation, le rapport d'évaluation est considéré comme :</b>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## ANNEXE 3 – SOURCES REGLEMENTAIRES ET DOCUMENTATION DE REFERENCE

### 1. SOURCES REGLEMENTAIRES

- Règlement (UE) N°1303/2013 – du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) no 1083/2006 du Conseil
- Règlement (UE) N°1301/2013 – du Parlement et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) no 1080/2006
- Règlement d'exécution (UE) N°207/2015 – Conseil en ce qui concerne les modèles de rapport d'avancement, de présentation des informations relatives aux grands projets, de plan d'action commun, de rapport de mise en œuvre pour l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», de déclaration de gestion, de stratégie d'audit, d'avis d'audit et de rapport annuel de contrôle ainsi que la méthode d'analyse coûts-avantages et, en application du règlement (UE) no 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne le modèle de rapport de mise en œuvre pour l'objectif «Coopération territoriale européenne»

### 2. GUIDANCE & OUVRAGE DE REFERENCE DE LA COMMISSION EUROPEENNE

- Guidance document, Programming Period 2014-2020, Monitoring and Evaluation of European Cohesion Policy, Guidance document on evaluation plan, Terms of Reference for Impact Evaluations and Guidance on Quality Management of External Evaluation – FEDER, FSE, Fonds de Cohesion – February 2015
- Période de programmation 2014-2020, Suivi et évaluation de la politique européenne de cohésion – Fonds européen de développement régional et fonds de cohésion – Concepts et recommandations, document d'orientation, mars 2014
- Guide relatif au dispositif de suivi, gestion et de contrôle des programmes opérationnels et des programmes de développement rural (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) relevant du Cadre Stratégique Commun (CSC) de la période 2014 – 2020, décembre 2014
- EVALSED : « The resource for the Socio-Economic Development” – September 2013
- EVALSED SOURCEBOOK : “Method and techniques” – September 2013

### 3. AUTRES SOURCES:

- Collection MEANS Volumes 1 & 6 – 1999

<sup>20</sup> Grille extraite de la collection MEANS Volume 1 « Conception & conduite d'une évaluation » ; Encadré 46 – Grille synthétique d'appréciation de la qualité des travaux d'évaluation, p.192

ANNEXE 4 – DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL DE PROVENCE ALPES  
COTES D'AZUR DU 17 OCTOBRE 2014 RELATIVE A LA GENERALISATION DE  
LA DEMARCHE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES REGIONALES

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

**DELIBERATION N° 14-982**

17 OCTOBRE 2014

FONCTIONNEMENT

Généralisation de la démarche d'évaluation des politiques régionales

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°12-1280 du 29 octobre 2012 du Conseil régional adoptant la Charte régionale de la Démocratie « Un défi d'aujourd'hui, un défi pour demain » ;
- VU l'avis de la commission "Relations internationales, Europe et Euro-Région" réunie le 8 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Développement soutenable, environnement, énergie et climat" réunie le 13 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Agriculture, forêt, mer, pêche et littoral" réunie le 13 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Formation professionnelle et apprentissage" réunie le 8 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Culture, patrimoine culturel et tourisme" réunie le 9 octobre 2014 ;
- VU l'avis de la commission "Aménagement et développement des territoires et du massif, foncier, habitat et logement" réunie le 9 octobre 2014 ;

certifié transmis au représentant de l'Etat le 23 octobre 2014

VU l'avis de la commission "Emploi, développement économique régional, enseignement supérieur, recherche et innovation" réunie le 14 octobre 2014 ;

VU l'avis de la commission "Solidarités, prévention et sécurité, santé et services publics" réunie le 10 octobre 2014 ;

VU l'avis de la commission "Transports et éco-mobilité" réunie le 10 octobre 2014 ;

VU l'avis de la commission "Lycées, patrimoine et investissements régionaux" réunie le 15 octobre 2014 ;

VU l'avis de la commission "Sport, jeunesse et vie associative" réunie le 15 octobre 2014 ;

VU l'avis de la commission "Finances et fonctionnement" réunie le 14 octobre 2014 ;

Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur réuni le 17 Octobre 2014.

### **CONSIDERANT**

- que l'évaluation des politiques publiques est une démarche déterminante et incontournable pour conforter la transparence de l'action publique ;

- que l'évaluation des politiques publiques est nécessaire pour améliorer en continu la conception, la mise en œuvre et les effets de l'action régionale ;

- que l'évaluation des politiques régionales est en mesure de renforcer la visibilité, la gouvernance et la qualité de l'intervention de la collectivité régionale ;

- que la Charte régionale de la démocratie arrête les principes de la construction du projet régional intégrant l'évaluation des politiques publiques régionales ;

- que les démarches d'évaluation participative sont un moyen de dynamiser le débat démocratique et de consolider les partenariats de la collectivité ;

- que le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional et le Conseil Régional des Jeunes sont des instances participatives pouvant être saisies par l'Institution pour représenter les citoyens et parmi eux, les jeunes dans les lieux de débat de l'évaluation ;

- que le Contrat de plan Etat-Région et les Programmes Opérationnels et autres documents contractuels intègrent l'obligation d'évaluer les programmes correspondants ;

- que l'Institution s'est organisée depuis plus de 10 ans pour développer progressivement la culture, la pratique et les outils de l'évaluation à différentes échelles ;

- que le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur est adhérent institutionnel et membre actif de la Société Française de l'Evaluation ;

certifié transmis au représentant de l'Etat le 23 octobre 2014

## DECIDE

- d'approuver une démarche généralisée d'évaluation des politiques régionales structurée par des principes, des modalités de mise en œuvre et des instances ;

- d'adopter les principes régissant les démarches d'évaluation relevant de la Charte de la Société Française de l'Evaluation (pluralité ; distanciation ; compétence ; respect des personnes ; transparence ; opportunité et responsabilité) et plus particulièrement :

- la mobilisation des usagers et des citoyens dans les démarches d'évaluation depuis leur conception jusqu'à la diffusion de leurs résultats, directement ou au travers d'instances représentatives,
- la qualité des commandes d'évaluation, portées par une instance de pilotage et élaborées en s'appuyant sur des outils de suivi des politiques régionales,
- la diffusion et la mise en débat contradictoire des résultats des évaluations et l'accessibilité des documents qui en résultent,

- d'organiser et de formaliser systématiquement les bases d'un processus d'évaluation lors de l'adoption ou la révision de toute politique régionale ainsi qu'au titre des conventions pluriannuelles d'objectifs passées avec les structures partenariales ;

- d'approuver le principe de création d'un Comité de Suivi des Evaluations qui sera présidé par la Vice-présidente déléguée aux services publics et à la démocratie de proximité et composé de l'ensemble des Vice-présidents du Conseil régional ainsi que de 2 membres du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER) désignés par le Président du CESER.

Ce comité aura notamment pour mission d'arrêter un programme annuel d'évaluation et les moyens nécessaires à sa mise en œuvre, d'en assurer son suivi en veillant au respect des principes retenus dans la présente délibération. Il présentera à l'Assemblée, chaque année, le programme d'évaluation de l'année à venir et le compte-rendu d'activités des démarches d'évaluation de l'année précédente ;

- d'instaurer l'obligation de diffusion des évaluations réalisées, d'impliquer les citoyens dans les démarches engagées et d'associer les partenaires à ces travaux notamment le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

Le Président,

Signé Michel VAUZELLE



ANNEXE 5 – REMARQUES DE LA COMMISSION SUR LE PLAN D’EVALUATION ET PLAN D’ACTION

PRINCIPALES REMARQUES DE LA COMMISSION PARVENUES LE 18/11/2015			COMPLEMENTS ENVISAGES AU PLAN D'EVALUATION	POINTS D'AVANCEMENT
N°	RESULTAT ATTENDU	SUGGESTIONS		
1	Mieux déterminer où doit se concentrer l'effort d'évaluation sur la période	Le plan devrait <b>indiquer l'usage fait des conclusions des précédents rapports d'évaluation et les connaissances existantes des effets des types d'intervention inclus dans le programme</b>	- L'Autorité de gestion précisera dans le plan d'évaluation qu'un travail de capitalisation des précédents travaux d'évaluations sera mené en interne durant la période préparatoire et qu'il sera intégré aux évaluations thématiques.	_ Les éléments ont été intégrés dans le plan d'évaluation. (Voir PARTIE II, section E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION, p.12)
2	Il pourrait être fait mention d'initiatives prises pour étendre le savoir-faire et les compétences de l'équipe employée dans le processus d'évaluation	Le plan pourrait <b>indiquer son expertise actuelle</b> et pourrait <b>décrire les mesures qui ont l'intention d'être prises, s'il y'en a, pour améliorer son niveau d'expertise dans les domaines semblant nécessaires</b>	-L'Autorité de Gestion apportera des précisions quand à l'expertise de l'équipe composant le secrétariat techniques et le plan de formation spécifique qui lui est dédié.	_ Les éléments ont été intégrés dans le plan d'évaluation. (Voir PARTIE II, section E – OPTIMISATION DE LA DEMARCHE D'ÉVALUATION, 1. Plan de formation, p.12)
3	Inclure plus de détail sur les raisons du choix des méthodes d'évaluations qu'il est prévu d'appliquer.	Actuellement <b>le plan décrit ces éléments seulement de manière générale</b> . Pour chaque évaluation plusieurs approches méthodologiques sont listées et <b>cela serait utile si les raisons de leur adoption pouvait être décrite</b> (spécialement pour les évaluations 6 à 12 [impact])	- L'Autorité de Gestion proposera une grille de critères qui orientera son choix vers l'une ou l'autre des méthodes	_ Les éléments ont été intégrés dans le plan d'évaluation. (Voir PARTIE III, section A – OBJECTIFS, STRATEGIE, ET ORGANISATION DU PROGRAMME D'ÉVALUATION, p.16-17)
4	Mieux préparer le terrain pour les évaluations a entreprendre	Pour les approches contrefactuelles et basées sur la théorie indiquées pour les évaluations 6-12, cela serait utile <b>de préciser les résultats attendus, les unités d'analyse et les groupes de contrôle</b> auxquels il est prévu de recourir pour les comparaisons	- Les travaux méthodologiques menés en interne au cours de la première période ont pour objectif de répondre à ces questions.	_ Les travaux sont en cours
5	Eviter tout gaps ou déficience dans le système de données à rendre disponible pour les évaluations	Il serait utile d' <b>expliquer plus clairement et plus en détail les données requises et disponibles</b> . Le plan indique qu'il est généralement prévu d'utiliser les données monitoring (synergie), mais il y'a <b>peu d'informations sur les autres données qu'il est prévu d'utiliser ou quelles séries de données spécifiques issues du système de suivi sont considérées comme pertinentes</b> .  Il est important que les <b>besoins en données soient considérées dans un certain détail et à un stade précoce afin que tout gaps (trou) ou déficience dans les données disponibles soient comblés à temps pour que les évaluations soient menées</b>	Le plan d'action annuel qui sera proposé au Comité de Suivi annuellement fera état de ces travaux et se traduira par une mise à jour des fiches détaillées des évaluations.	